

*Affaires courantes*

Pour lutter contre le terrorisme, le SCRS collabore avec d'autres organismes gouvernementaux afin d'empêcher des terroristes connus ou présumés d'entrer au Canada. Il entretient également des rapports avec les services de renseignement étrangers ainsi qu'avec divers groupes et collectivités ici au Canada, pour déceler les menaces éventuelles.

À cet égard, je tiens à préciser que le présent gouvernement cherche à éviter que les nouveaux arrivants au Canada soient ciblés ou manipulés par les gouvernements ou les groupes extrémistes de leur pays d'origine. Ces personnes ont quitté leur pays pour fuir ce genre de chose.

L'éclatement de l'Union soviétique a ouvert la boîte de Pandore des nationalismes ethniques. Les troubles se répandent et leurs effets se font déjà sentir au Canada. Les bouleversements que connaissent certains pays rendent encore plus difficile le travail du SCRS et de ses alliés ailleurs dans le monde.

[Français]

Le mélange de pressions ethniques, religieuses, idéologiques, économiques et territoriales provoque une instabilité accrue dans de nombreuses régions du monde. La prolifération des armes de destruction massive, et particulièrement des armes nucléaires, continue de susciter des préoccupations. L'accessibilité accrue à la technologie nucléaire et les aspirations de certains pays qui désirent se doter des moyens de fabriquer des bombes nucléaires sont particulièrement inquiétantes.

Au fur et à mesure que la nature du pouvoir se transforme, de nombreux pays confient à leurs services de renseignement des missions d'espionnage économique, surtout dans les pays industrialisés de l'Ouest.

Le directeur du SCRS souligne que le Service est soucieux d'assurer la sécurité économique du Canada face à la menace des services de renseignement étrangers.

[Traduction]

Le SCRS a avant tout pour mandat de faire part des menaces terroristes aux organismes chargés d'appliquer la loi, afin de permettre à la police de prendre des mesures préventives ou d'arrêter les coupables.

La Gendarmerie royale du Canada, qui est responsable de la sécurité préventive et des enquêtes sur les infractions en matière de sécurité, constitue un élément essentiel de notre système de sécurité nationale.

• (1525)

En plus des responsabilités que lui confère la Loi sur les infractions en matière de sécurité, la GRC assure la sécurité des personnes de marque, des biens appartenant au gouvernement fédéral, y compris certains aéroports, et des ambassades et missions étrangères au Canada. Le SCRS et la GRC travaillent en étroite collaboration et, en tant que solliciteur général, je dois voir à ce que les deux organismes unissent leurs efforts de manière à protéger efficacement les Canadiens et les intérêts du Canada.

Par exemple, le SCRS évalue la sécurité et les menaces et la GRC assure des services de protection lors d'événements d'envergure, susceptibles d'attirer terroristes et extrémistes.

Je dirais en conclusion que le gouvernement, dans son discours du Trône, s'est engagé à jouer un rôle actif sur la scène mondiale. Comme l'annonçait ce discours, le gouvernement a confié aux comités parlementaires le mandat de revoir les politiques et les priorités du Canada en matière de relations étrangères et de défense, à la lumière des changements radicaux survenus dans le monde depuis quelques années.

[Français]

Monsieur le Président, nous suivrons de près l'avancement de ces travaux et en analyserons les résultats pour déterminer quelles répercussions ils pourraient avoir sur notre système de sécurité nationale.

Manifestement, nous devons être prêts à apporter les changements nécessaires en fonction de nos nouveaux intérêts sur le plan de la sécurité nationale ainsi que de nouvelles priorités en matière de relations étrangères et de défense.

[Traduction]

Comme je viens de le préciser, notre système de sécurité nationale est considérablement influencé par le contexte de la sécurité dans le monde. Au cours des dix dernières années, il a fait l'objet de rajustements et de réorientations, et il en sera de même dans les années à venir. Les Canadiens sont préoccupés par leur sécurité dans le monde—un monde qui influence de plus en plus la société canadienne sur le plan de l'économie, des emplois, de la protection de l'environnement et de nos institutions démocratiques.

Je pense que les Canadiens veulent un système de sécurité nationale efficace, et c'est pourquoi notre gouvernement a la ferme intention d'examiner de près les questions touchant la sécurité nationale, d'une façon qui soit conforme à nos institutions démocratiques et à la Charte des droits et libertés. Je suis persuadé que mes collègues députés n'en attendent pas moins de nous.

[Français]

**M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm):** Monsieur le Président, pour commencer j'aimerais remercier le solliciteur général du Canada de m'avoir permis de consulter et de lire sa déclaration, son communiqué de presse ainsi que le rapport qu'il a cité. On a pu prendre connaissance de tout ça avant qu'il le lise et je l'en remercie.

Cela dit, ce seront les seuls remerciements que je vais adresser au solliciteur général du Canada et au gouvernement en général aujourd'hui, étant donné que nous avons eu lecture d'une déclaration qui, à mon sens, est complètement vide, ne contient rien d'instructif sur cette sphère de juridiction du solliciteur général du Canada.

Je pense que cela soulève beaucoup plus de questions que ça n'apporte de réponses. Le solliciteur général a fait comme ses prédécesseurs, c'est-à-dire une lecture d'une déclaration annuelle et de façon très solennelle. Je pense que les Canadiens et les Québécois veulent avoir davantage que ces informations très larges. On veut savoir à quoi sert l'argent qu'on donne à ce gouvernement et à cet organisme en particulier.